

# **Ecole du Louvre** Palais du Louvre

Palais du Louvre. Porte Jaujard  
Place du Carrousel  
75038 Paris cedex 01  
Téléphone : 01.55.35.18.00  
Télécopie : 01.55.35.18.50  
Internet : [www.ecoledulouvre.fr](http://www.ecoledulouvre.fr)

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

### **MARCHÉS PUBLICS**

\*\*\*

#### **OBJET DU MARCHÉ**

**MARCHÉ PUBLIC N° 2026-049**

**MAPA**

**PRESTATIONS DE SURVEILLANCE ET DE GARDIENNAGE POUR L'ÉCOLE DU LOUVRE**

#### **Personne publique :**

**École du Louvre**  
**Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel**  
**75038 PARIS cedex 01**  
[marches.publics@ecoledulouvre.fr](mailto:marches.publics@ecoledulouvre.fr)

**Date et heure limites de dépôts des offres : Mardi 7 juillet 2026 à 19 heures**

## **Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent marché comporte **une tranche ferme** relative aux prestations de surveillance et gardiennage des accès de l'École du Louvre vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. Elle concerne les espaces de Flore et de l'amphithéâtre Rohan selon la description indiquée dans le CCTP.

Il comporte également une **tranche optionnelle** portant sur la surveillance et le gardiennage de la maison des élèves de l'École du Louvre située au 10 rue de Condé, 75006 à Paris

La tranche optionnelle a pour objet d'assurer, dans les conditions prévues par le présent marché, notamment :

- le contrôle de l'accès à la maison des élèves, par un (1) agent qualifié SSIAP1 du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin, 7/7 de 22h à 8h
- la surveillance des locaux, équipements et abords immédiats ;
- l'exécution de rondes de sécurité ;
- la gestion des incidents de sécurité et l'alerte du service de l'accueil de l'assistance technique et de la sécurité de l'École du Louvre ;
- la tenue de la main courante et l'application des consignes de sûreté propres à l'établissement.

Les modalités d'exécution de cette prestation sont définies au CCTP et font l'objet d'un chiffrage distinct dans l'offre du titulaire.

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision expresse d'affermissement du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) décrit les modalités d'exécution de ces prestations, les conditions dans lesquelles les offres des candidats devront être adressées à l'École du Louvre ainsi que les critères d'attribution du présent marché.

Les prestations sont plus précisément décrites dans le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Tous les échanges techniques lors de l'offre, de la passation du marché, des différents échanges lors de la réalisation des prestations objet de ce marché, doivent être effectués en langue française.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## **Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1 - Étendue de la consultation et procédure**

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP). Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée conformément à l'article L.2123-1 du Code précédemment cité.

Le présent marché est un marché public de services de sécurité qui fait partie de la liste des services sociaux et autres services spécifiques mentionnés à l'article R.2123-1 3° du code précédemment cité.

Les marchés afférents à ces services peuvent être passés selon une procédure adaptée quelle que soit la valeur estimée du besoin.

Le présent marché est un marché public de services. Il ne pourra faire l'objet, en aucun cas, d'une requalification en contrat de travail, sans préjudice du respect des réglementations du droit du travail par le prestataire.

Il s'agit d'un marché ordinaire mono-attributaire conclu conformément aux articles L. L1111-1 du Code de la commande publique. Ce marché couvre la prestation principale de surveillance et de gardiennage 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 des accès de l'École du Louvre, à prix global et forfaitaire. Il concerne les espaces de Flore et l'amphithéâtre Rohan selon la description indiquée dans le CCTP. Il comporte également une tranche optionnelle portant sur la surveillance et le gardiennage de la maison des élèves de l'École du Louvre située au 10 rue de Condé, 75006 à Paris. L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision expresse d'affermissement du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire.

Pour les besoins ponctuels liés à des événements exceptionnels, le marché prévoit la possibilité de recourir à des prestations supplémentaires par l'émission de bons de commande, sur la base des tarifs horaires ou journaliers définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ou sur devis, sans que cela remette en cause le forfait de la prestation permanente.

Conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la commande publique, ce marché est un marché global, aucune prestation distincte ne peut être identifiée. Les prestations distinctes s'entendent comme des prestations de natures différentes et répondant à des besoins dissociables. Ce n'est pas le cas dans le présent marché.

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européennes (CVP) relatives à la consultation sont :

79710000-4	Services de sécurité
79713000-5	Services de gardiennage.
79714000-2	Services de surveillance

Conformément à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable à la suite du présent marché.

## **2.2 - Mode de financement**

Les prestations sont financées par imputation au budget de l'établissement. L'unité monétaire utilisée est l'euro.

## **2.3. Montants du marché**

Le présent marché comprend :

- une part forfaitaire, correspondant aux prestations permanentes de surveillance et de gardiennage assurées 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, concernant les espaces de Flore et l'amphithéâtre Rohan
- Une part à prix unitaires, exécutée au moyen de bons de commande, destinée aux prestations supplémentaires ponctuelles ;
- une tranche optionnelle à prix forfaitaire, exécutée uniquement en cas d'affermissement exprès par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au marché.

La part forfaitaire couvre les prestations permanentes de surveillance et de gardiennage assurées 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, concernant les espaces de Flore et l'amphithéâtre Rohan, conformément aux stipulations du CCTP. Son montant annuel est estimé à 320 000 euros HT.

Les prestations ponctuelles exécutées sur bons de commande sont rémunérées sur la base des prix unitaires définis au bordereau des prix unitaires (BPU) ou, le cas échéant, sur devis préalablement accepté par le pouvoir adjudicateur. Leur montant estimatif est fixé à 5 000 euros HT par an.

Le marché comprend également une tranche optionnelle rémunérée à prix forfaitaire, dont les modalités d'exécution et le montant sont définis dans les pièces du marché. Cette tranche n'est exécutée qu'en cas de décision expresse d'affermissement par le pouvoir adjudicateur et n'est pas incluse dans le montant initial ni dans le montant prévisionnel du marché mentionné ci-après.

Le montant prévisionnel du marché, donné à titre indicatif, comprend exclusivement les prestations relevant de la part forfaitaire ferme ainsi qu'une estimation des prestations ponctuelles susceptibles d'être exécutées sur bons de commande, à l'exclusion de la tranche optionnelle. Il est évalué à 1 300 000 euros HT sur la durée totale du marché.

Ce montant est purement indicatif et n'engage pas le pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de variation des quantités ou du volume de prestations effectivement commandées, sous réserve des stipulations du marché et des règles applicables à la commande publique.

En cas de discordance entre les prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et ceux figurant au bordereau des prix unitaires (BPU), résultant d'une erreur matérielle ou d'une erreur de calcul, les prix figurant dans la DPGF prévaudront.

#### **2.4 - Durée du marché**

Le marché est conclu à compter du 1er décembre 2026 ou à compter de sa notification si elle est postérieure à cette date, pour une durée initiale d'un (1) an. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois maximum sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction. L'acheteur pourra décider de ne pas reconduire le marché. Il notifiera alors sa décision de non reconduction au titulaire trois (3) mois avant la date anniversaire du présent marché (date de début d'exécution des prestations), par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exécution des prestations débute le 1er décembre 2026 ou à compter de la notification du marché si elle est postérieure à cette date.

#### **2.5 - Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, jusqu'à 10 jours au plus tard avant la date de remise des offres, soit le vendredi 26 juin 2026 à 19h, des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE).

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété sans pouvoir présenter aucune réclamation à ce sujet.

Les pièces désignées à l'article 3.1 du présent règlement de consultation composant le dossier marché sont complémentaires. En cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué à l'article 3.1 ci-après.

Les documents écrits constituant le DCE ont pour objet de renseigner les entreprises sur la nature des prestations à effectuer, leur durée, leur quantité, leur qualité. Toutes erreurs ou incohérences éventuelles contenues et détectées dans le dossier de consultation doivent être signalées par le candidat au plus tard sept (7) jours avant la remise des offres.

Le titulaire doit exécuter comme étant prévues dans les pièces du marché, sans exception ni réserve, toutes les prestations indispensables pour l'achèvement complet des prestations.

## **2.7 - Variantes**

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter une variante.

## **2.8 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **2.9 – Modification du marché**

L'École du Louvre se réserve le droit de procéder à des modifications du marché dans les conditions fixées aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 – PRÉSENTATION ET REMISE DES OFFRES**

### **3.1 – Composition du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

- **l'acte d'engagement (AE) ;**
- **le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes à remplir par les candidats :
  - annexe 1 : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  - annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
  - annexe 3 : calendrier des jours fériés ;
  - annexe 4 : liste des agents travaillant à l'École du Louvre dans le cadre du marché actuel et ancienneté ;
  - annexe 5 : acte(s) spécial(aux) de sous-traitance, le cas échéant ; a télécharger [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](https://www.economie.gouv.fr/affaires-publiques/le-candidat)
  - annexe 6 : la charte informatique de l'École du Louvre à l'usage des tiers ;
  - annexe 7 : le règlement d'usage des locaux de l'École du Louvre.
- **le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;**
- **le cadre de réponse**
- **le présent règlement de consultation**

### **Pièces générales :**

- **le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS)**, approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et services. NOR : ECOM2106868A publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- **les textes mentionnés dans le CCTP le cas échéant.**

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

Bien que non matériellement joints au présent marché, tous les documents susmentionnés sont réputés connus des parties.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du marché.

### **3.2 - Conditions d'obtention du DCE**

Le DCE comprenant les pièces contractuelles et le règlement de consultation est disponible, gratuitement, sur la plateforme des achats de l'État à l'adresse suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

### **3.3 – Questions des candidats en lien avec la consultation**

Pour toutes les questions qu'ils leur seraient nécessaires de poser pour établir leur proposition, les candidats doivent faire parvenir au plus tard le 22 juin 2026 à 17h, leurs questions écrites via la plateforme des achats de l'État, via « *poser une question* » à l'adresse électronique suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Une réponse commune est alors faite aux candidats inscrits sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet à 19h.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires seront communiquées à l'ensemble des candidats identifiés ayant retirés le dossier via la plateforme de dématérialisation et ayant posé leur question dans les délais indiqués.

Les candidats doivent créer un compte et s'identifier sur la plateforme avant de télécharger le DCE. Ils seront ainsi informés de toute modification ou complément de consultation. Ceux qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés. Dans aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable du manque d'information d'un candidat qui ne se serait pas inscrit ou qui n'aurait pas téléchargé les documents mis à jour.

Enfin, pour tout renseignement relatif à la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>, les candidats pourront se reporter aux guides d'utilisation téléchargeables.

### **3.4 - Visites des locaux obligatoires : organisation et dispositions spécifiques**

Une visite des locaux de l'École du Louvre est obligatoire dans le cadre du présent marché. Elle a pour objet de permettre aux candidats de prendre connaissance :

- des contraintes du site ;
- des accès ;
- des contraintes d'exploitation ;
- des contraintes de circulation ;
- des contraintes patrimoniales ;
- des exigences de continuité ;
- des contraintes de sûreté.

Deux créneaux de visite seront organisés pour l'ensemble des candidats:

- mardi 16 juin à 10h ;
- vendredi 19 juin à 10h.

Aucun autre créneau ne sera proposé.

L'inscription préalable est obligatoire et doit être effectuée par courriel à l'adresse suivante : [marches.publics@ecoledulouvre.fr](mailto:marches.publics@ecoledulouvre.fr), en précisant le nom et le prénom du(es) participant(s) – maximum 2 personnes par entreprise - et en joignant une copie de sa (leurs) pièce(s) d'identité.

À l'issue des visites, une liste d'émargement sera établie pour chaque session. Celle-ci tiendra lieu d'attestation de présence à la visite.

**À défaut de participation à l'une des deux visites obligatoires, la candidature ne pourra être examinée.**

Lors de la visite, les candidats sont tenus de respecter le règlement d'usage des locaux figurant en annexe 7 du CCAP. Toute prise de photographies, de vidéos ou d'enregistrements est strictement interdite.

Les questions relatives à la consultation doivent être exclusivement formulées par écrit via la plateforme PLACE, selon les modalités prévues au règlement de consultation. Aucune réponse ne sera apportée oralement lors des visites.

Enfin, l'École du Louvre se réserve la possibilité de ne pas faire visiter l'ensemble des espaces pour des raisons liées notamment à la sécurité ou au bon fonctionnement du site.

### **3.5. Confidentialité**

Les candidats ainsi que l'acheteur sont tenus de garantir la confidentialité de toutes les informations, documents ou éléments signalés comme tels ou présentant un caractère sensible, dont ils auraient connaissance au cours de la procédure de passation et, le cas échéant, de l'exécution du marché. Ils s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour en éviter la divulgation à des tiers non autorisés.

Conformément à l'article L. 2132-1 du Code de la commande publique, l'acheteur est tenu au respect de la confidentialité des informations communiquées dans le cadre de la procédure, notamment celles relevant du secret des affaires ou susceptibles de porter atteinte à la concurrence, telles que les éléments financiers détaillés des offres.

Les candidats s'engagent par ailleurs à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679, ainsi que la charte informatique de l'École du Louvre applicable aux tiers. Toute violation de ces obligations pourra donner lieu à des poursuites.

### **3.6 – Présentation et remise des offres**

Le dernier délai pour la remise des offres est fixé au Mardi 7 juillet 2026 à 19 heures.

Le dépôt des offres se fait exclusivement de manière dématérialisée, sur le profil acheteur de l'École du Louvre sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les offres qui ne sont pas remises dans les délais fixés par le présent règlement de consultation ne pourront être retenues.

Les candidats auront à produire un **dossier complet**, conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, qui devra parvenir **sous la forme d'un dépôt électronique**, sur le profil acheteur de l'École du Louvre sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

**Ce dossier complet** de l'offre doit comprendre les pièces précisées aux articles 3.6.1 et 3.6.2 ci-après.

### **3.6.1/ Présentation du dossier de candidature :**

Les candidatures seront examinées sur la base des documents fournis par les candidats pour évaluer leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

**3.6.1.1.** Le dossier de candidature comprend impérativement les documents mentionnés ci-dessous, sous peine d'irrecevabilité :

- **une lettre de candidature avec une déclaration sur l'honneur** justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Pour cela, il est fortement recommandé d'utiliser le **formulaire DC1** (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).
- **ATTENTION** : le candidat devra veiller à ne pas oublier d'attestations sur l'honneur. S'il utilise le formulaire DC1, il conviendra d'en utiliser la version la plus récente. S'il utilise un ancien formulaire, il est possible que ses déclarations ne soient pas complètes et non à jour. Si les attestations sur l'honneur ne sont pas à jour, l'École du Louvre sera contrainte de ne pas retenir sa candidature, alors considérée irrecevable ;
- **une déclaration du candidat** concernant notamment le chiffre d'affaires de l'entreprise sur le même type de prestations sur les trois (3) derniers exercices disponibles, les diplômes des équipes et certifications professionnelles. Dans le cas où le candidat ne peut objectivement pas produire ces documents, il pourra prouver sa capacité par tout autre document équivalent. Il est fortement recommandé d'utiliser le **formulaire DC2** (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- **agrément CNAPS** prouvant que le candidat possède les autorisations nécessaires pour l'exercice de la profession conformément à l'article L.612-6 du code de sécurité intérieure ;
- en cas de présentation d'un sous-traitant dans l'offre, le **formulaire « acte spécial de sous-traitance »** <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> et l'ensemble des documents demandés pour le candidat principal. Attention, le candidat devra utiliser le formulaire dans sa version la plus récente ;
- copie du ou des jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire.

**ATTENTION** : tout dossier de candidature incomplet ou comprenant des documents non renseignés demandés ci-dessus **sera déclaré irrecevable**, le cas échéant, après éventuelle mise en œuvre de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique en vertu duquel l'École du Louvre, qui constaterait que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, pourrait demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Enfin, conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique et détaillés ci-dessus (DC1 et DC2.). Ce document est accessible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp> .



**3.6.1.2.** Les documents suivants seront également joints :

**Capacités professionnelles et références**

- La liste des principales références pour les trois (3) dernières années relatives à des prestations similaires (surveillance, gardiennage ou sécurité), précisant notamment :
  - le nom du client, le montant, la période d'exécution et le nom d'un contact référent.
- En cas d'impossibilité de fournir des références (notamment en cas de création récente), un courrier explicatif daté et signé devra être joint, accompagné de tout justificatif pertinent.

**Moyens de l'entreprise**

- Une présentation des moyens humains (effectifs, qualifications, organisation) ;
- Une présentation des moyens techniques et matériels mobilisés pour l'exécution des prestations ;
- Une description de l'organisation générale et des méthodes d'intervention ;
- Une présentation des règles professionnelles applicables au secteur d'activité.

**Capacités administratives et juridiques**

- Un extrait Kbis datant de moins de trois mois ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Les attestations d'assurance en cours de validité :
  - responsabilité civile professionnelle ;
  - assurance couvrant l'activité de surveillance / sécurité ;

**Capacités financières**

- Un relevé d'identité bancaire (RIB) comportant les codes IBAN et BIC ;
- Éventuellement : chiffres d'affaires des trois derniers exercices (si demandé dans le règlement de consultation ou DC2).

**Qualité et conformité**

- La présentation de certifications éventuelles (ISO 9001, ISO 45001, etc.) ou agréments en lien avec l'objet du marché ;
- Toute norme, label ou accord attestant de la qualité des prestations proposées.

L'absence des documents listés au paragraphe 3.6.1.2 ne peut pas entraîner le rejet de la candidature pour candidature incomplète donc irrecevable. L'École du Louvre, qui constaterait qu'une de ces pièces ou informations sont absentes ou incomplètes, a la faculté de demander ou non à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres pièces, tous les documents listés de son ou ses sous-traitants.

**3.6.2/ Présentation de l'offre :**

Le dossier d'offre comprend impérativement les documents mentionnés ci-dessous, sous peine d'irrecevabilité :

- **le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes** à remplir par les candidats :
  - annexe 1 : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  - annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;

- annexe 3 : calendrier des jours fériés ;
- annexe 4 : liste des agents de l'École du Louvre et ancienneté ;
- annexe 5 : acte(s) spécial(aux) de sous-traitance, le cas échéant ; a télécharger [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](http://Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr)
- annexe 6 : la charte informatique de l'École du Louvre à l'usage des tiers ;
- annexe 7 : le règlement d'usage des locaux de l'École du Louvre.
- **le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;**
- **Cadre de réponse \_ Mémoire technique**
- **le présent règlement de consultation**
- **l'offre technique du candidat présentée dans un mémoire technique\_ cadre de réponse ;**

**Le candidat, dans son offre, devra mentionner en détail les conditions de la reprise du personnel. Dans son analyse des dossiers, l'École du Louvre se réserve le droit d'examiner attentivement les conditions de reprise et de les valoriser.**

**Le Mémoire technique \_cadre de réponse est limité à 40 pages hors annexes. L'École du Louvre se réserve la faculté de ne pas analyser les pages excédentaires.**

ATTENTION : l'absence de l'un de ces documents indiqués ci-dessus au point 3.6.2 emportera le rejet de l'offre. Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées dans le cadre de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique après mise en œuvre éventuelle de la régularisation dans les conditions prévues à cet article.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que si le BPU ou le DPGF ne sont pas correctement et intégralement complétés, son offre est considérée comme incomplète et donc irrégulière. L'École du Louvre dispose d'une faculté de régularisation dans le cadre de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.

ATTENTION, le BPU et le DPGF doivent être complétés sans supprimer, ajouter ou modifier l'intitulé des postes déjà indiqué.

En cas de discordance entre les prix figurant dans la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) et ceux figurant au BPU, du fait d'une erreur matérielle ou en cas d'erreur de calcul, les prix figurant dans la DPGF prévaudront.

Si le candidat est dans l'impossibilité de fournir un ou plusieurs documents ou renseignements demandés dans le présent article, du fait par exemple d'une création récente, il joint à son dossier un courrier explicatif, daté et signé, et accompagné des justificatifs appropriés.

Enfin, le pouvoir adjudicateur est tenu de vérifier si les offres qui ont été remises ne sont pas anormalement basses conformément aux articles R. 2152-3 et suivants du Code de la commande publique, le cas échéant, de les rejeter. Toute offre qui ne justifierait pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ou contreviendrait aux obligations applicables, conformément à la réglementation telle que détaillée à l'article R. 2152-3 du Code, doit être rejetée.

### **3.6.3/ Condition de remise des offres par voie électronique et copie de sauvegarde**

#### **Signature électronique**

Dans le cadre du présent marché, aucune signature n'est requise à ce stade. Une signature sera requise avant notification du marché pour le candidat pressenti.

Attention, le cas échéant, pour tout document dont la signature serait prévue dans le présent règlement de consultation, il doit être signé électroniquement. La signature du dossier (compressé ou non) ne vaut pas signature électronique de tous les documents inclus dans le dossier. C'est un motif d'élimination le cas échéant. Par ailleurs, attention, pour chaque document, la personne qui signe électroniquement est la même que celle qui a signé le document de manière manuscrite c'est-à-dire la personne habilitée à engager l'organisme qu'elle représente. La signature électronique se substitue directement à la signature manuelle, elle permet d'identifier le signataire. Attention, la signature du dossier (compressé ou non) ne vaut pas signature électronique de tous les documents inclus dans le dossier. C'est un motif d'élimination.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

La signature électronique s'obtient auprès d'un prestataire de certification qui leur remettra un certificat.

Concernant les conditions spécifiques à la signature électronique sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), les candidats trouveront toutes les précisions nécessaires sur le site de la PLACE. Il est conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer votre offre électronique.

### **Copie de sauvegarde**

Conformément aux recommandations de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ), il est possible de remettre, en complément de son offre déposée de manière électronique, une copie de sauvegarde (sur support papier ou support physique électronique) dans les conditions détaillées ci-après.

Cette copie devra obligatoirement parvenir dans les délais prévus du marché pour la remise des offres avec la mention « **Marché n° 2026-049 - COPIE DE SAUVEGARDE NE PAS OUVRIR** ». Elle doit également comporter **le nom du candidat**. L'École du Louvre doit pouvoir identifier la copie de sauvegarde s'il doit l'ouvrir ou au contraire la détruire en cas de rejet de la candidature. Elle devra parvenir avant la date indiquée de remise des offres :

- soit sous pli cacheté, par courrier recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante École du Louvre, Service juridique et financier, Porte Jaujard, Place du Carrousel, 75038 Paris cedex 01 ;
- soit sous pli cacheté, en le déposant sur rendez-vous, quarante-huit (48) heures à l'avance, par courriel à l'adresse [marches.publics@ecoledulouvre.fr](mailto:marches.publics@ecoledulouvre.fr) contre récépissé au Service juridique et financier (bureau F25/F27), École du Louvre, Porte Jaujard, Place du Carrousel, 75038 Paris cedex 01, tous les jours ouvrés (du lundi au vendredi sauf jour férié).

Dans ce cadre, les candidats doivent tenir compte des éventuelles modifications d'accès aux locaux de l'École du Louvre qui pourraient survenir dans le cadre de mesures de sécurité décidées par la Préfecture de Police ou par le Gouvernement.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés lorsque la signature est requise.

Cette copie de sauvegarde est destinée à se substituer aux dossiers dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics soit :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de cette malveillance est conservée par l'acheteur public ;

- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais, alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

En cas d'anomalie comme un virus informatique, l'offre ne pourra être acceptée sauf si une copie de sauvegarde a été transmise dans les conditions détaillées ci-dessus.

### 3.6.4/ Avant la notification

Dans l'hypothèse où le candidat verrait sa proposition retenue à l'issue de la procédure, celui-ci, conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique devra impérativement produire dans les délais indiqués par l'acheteur :

- **les certificats et attestations datant de moins de six mois** prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales et listées dans l'arrêté du 22 mars 2019. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique afin de prouver qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L 2141-3 du Code de la commande publique.  
**ATTENTION** : si le candidat pressenti ne peut produire ces documents dans les délais impartis, son offre sera rejetée et ce candidat éliminé. Le pouvoir adjudicateur choisira alors le candidat suivant dans le classement des offres. Il est donc vivement conseillé de fournir ces documents dès la remise des candidatures. En cas de cotraitance ou de sous-traitance, ces éléments seront à fournir par chaque cotraitant ou sous- traitant.
- **l'acte d'engagement** complété, daté et signé, par une personne dûment habilitée à engager la société, à l'aide du formulaire **ATTR11** (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>). Ce formulaire sera remis, au candidat pressenti, avoir été pré-rempli par l'École du Louvre. Il doit être signé par une personne habilitée à engager la société.

### 3.6.5/ Dispositions diverses

Les dispositions du présent règlement de consultation ne font pas obstacle à la possibilité pour l'École du Louvre de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

### **ARTICLE 4 – CRITÈRES D'ANALYSE DES OFFRES**

Les offres seront analysées selon les critères d'analyse détaillés ci-après :

<b><u>Valeur technique de l'offre 60%</u></b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation opérationnelle des prestations, 25% <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens humains, 10%</li> </ul> </li> <li>• Reprise du marché et continuité de service, 10% <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens matériels et tenues de travail 5% <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi qualité et reporting, 5%</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>• Compréhension du site et des enjeux, 5 %</li> </ul>
<b><u>Prix : 40%</u></b>	

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• <b><i>Nota : le critères prix sera analysé uniquement au regard de la tranche ferme</i></b></li></ul> |
|---|

Un classement de toutes les notes sera effectué en fonction de la note finale.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations demandés.

#### **ARTICLE 5 – NÉGOCIATION**

L'École du Louvre se réserve la possibilité d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats ayant remis une offre régulière ou régularisable et présentant un intérêt au regard des critères de jugement des offres.

Les négociations pourront porter notamment sur :

- les aspects techniques des prestations ;
- l'organisation opérationnelle du service ;
- les moyens humains et les modalités de continuité de service ;
- les aspects financiers ;
- les optimisations d'exploitation, sous réserve du respect des exigences minimales du marché.

L'École du Louvre se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Dans le cadre des négociations, le principe d'égalité de traitement des candidats sera respecté.

#### **ARTICLE 6 – RECOURS**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du présent marché. Néanmoins, en cas de contentieux, le Tribunal Administratif de PARIS est la juridiction compétente pour connaître de tout litige.

##### **Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Téléphone : 01 44 59 44 00 – Télécopie : 01 44 59 46 46

##### **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Greffé du Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy, 75181 Paris cedex 04.

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Téléphone : 01 44 59 44 00 – Télécopie : 01 44 59 46 46

##### **Délais et voies de recours**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats de son rejet dans les conditions des articles L2181-1 du CCP et R.2181-1 du CCP.

Le pouvoir adjudicateur informe également le candidat de l'existence d'autres voies de recours, le :

- Référé précontractuel : Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du Tribunal Administratif de PARIS, avant la signature du marché en application de l'article L.551-1 du Code de justice administrative.
- Référé contractuel en application des articles L.551-13 à 23 du Code de justice administrative dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution
- Recours pour excès de pouvoir : Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir de la décision de rejet de la candidature ou de l'offre, devant le tribunal administratif de PARIS en application des articles R421-1 à 5 du Code de justice administrative. Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de la notification du courrier de notification du rejet de candidature ou d'offre. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché (voir le délai de suspension précisé ci-dessus).
- Recours en plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, éventuellement assorti d'un référé suspension selon l'article L521-1 du Code de justice administrative.